

Art. 3. Dans l'article 7, premier alinéa du même arrêté, les mots " et l'article 6, § 2, 1°" sont ajoutés après les mots "l'article 6, § 1er, 1°".

A l'article 7 du même arrêté, il est ajouté un alinéa, rédigé comme suit :

"A l'exception du montant prévu pour l'allocation de cabinet, le Ministre flamand choisit librement, parmi les montants mentionnés au premier alinéa, le montant de l'allocation de cabinet pour les experts visés à l'article 3."

Art. 4. A l'article 8, premier alinéa du même arrêté, est ajoutée la disposition suivante :
"expert : échelles du niveau 1 ou du niveau 2+".

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994, à l'exception de l'article 2, premier alinéa, lequel produit ses effets le 22 janvier 1992.

Bruxelles, le 15 décembre 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de l'Economie, des PME,
de la Politique scientifique, de l'Energie et des Relations extérieures,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre-Vice-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,
N. DE BATSELIER

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Aménagement du Territoire et des Affaires intérieures,
Th. KELCHTERMANS

Le Ministre flamand de la Culture et des Affaires bruxelloises,
H. WECKX

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,
J. SAUWENS

Le Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales,
Mme L. DETIEGE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 94 — 421

20 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse, modifié le 29 juin 1990;

Vu l'avis de la Commission citée à l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 précité, donné le 26 juin 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mars 1992;

Vu l'accord du Ministre-Président de la Communauté française, chargé du budget, donné le 8 octobre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire notamment d'aligner les rémunérations des membres du personnel des services subventionnés d'Aide à la Jeunesse sur l'évolution des échelles de rémunération appliquées dans la fonction publique et ce, avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 1991;

Sur proposition du Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 15 février 1993,

Arrête :

Article 1er. Dans l'article 3, § 2, alinéa 1er, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse, la phrase suivante est insérée entre la première et la deuxième phrase : « Pour fixer, dans la convention, le montant de la subvention forfaitaire provisionnelle pour frais de personnel, il est fait application des règles reprises au point III de l'annexe du présent arrêté. »

Art. 2. A l'annexe du même arrêté précité, les échelles barémiques de rémunération sont remplacées par les barèmes suivants :

— Au point I.A.1 :

Barème : 557 298 — 876 189

3/1 × 10 072

1/2 × 10 072

1/2 × 13 426

2/2 × 26 852

9/2 × 23 497

— Au point I.A.2 :

Barème : 510 304 — 644 575

3/1 × 10 072

1/2 × 10 072

7/2 × 13 426

— Au point I.A.3 :

Barème : 510 304 — 706 673

3/1 × 8 392

4/2 × 10 072

8/2 × 13 426

1/2 × 23 497

— Au point I.A.4 :

Barème : 490 165 — 691 565

3/1 × 10 072

1/2 × 10 072

12/2 × 13 426

— Au point I.A.5 :

Barème : 455 859 — 626 112

3/1 × 5 278

5/2 × 9 447

8/2 × 13 398

Après 9 ans : 467 724 — 644 572

3/1 × 5 278

5/2 × 10 766

8/2 × 13 398

— Au point I.B.1 :

Barème : 585 270 — 862 191

3/1 × 11 747

12/2 × 20 140

Après 9 ans : 682 474 — 939 395

3/1 × 11 747

12/2 × 20 140

Après 18 ans : 731 845 — 1 008 756

3/1 × 11 747

12/2 × 20 140

— Au point I.B.2 :

Barème : 775 462 — 1 206 823

3/1 × 23 479

10/2 × 36 085

— Au point I.C.1 :

Barème : 444 353 — 609 331

3/1 × 5 278

5/2 × 8 392

8/2 × 13 398

— Au point I.C.2 :

Barème : 452 745 — 617 723

3/1 × 5 278

5/2 × 8 392

8/2 × 13 398

— Au point I.C.3 :

Barème : 484 169 — 792 272

3/1 × 10 072

2/2 × 9 710

11/2 × 23 497

— Au point I.D.1 :

Barème : 775 462 — 1 206 823

3/1 × 23 497

10/2 × 36 085

— Rémunération annuelle minimum garantie : 469 679 F.

Art. 3. A l'annexe du même arrêté, le point II, 8°, est remplacé par la disposition suivante :

« 8° A partir du 1^{er} janvier 1990, une allocation annuelle spéciale peut être payée aux membres du personnel. Cette allocation est fixée à 13 000 F pour le personnel éducateur et à 9 600 F pour le personnel psycho-médico-social, administratif et de direction.

A partir du 1^{er} janvier 1991, le montant de l'allocation susmentionnée est fixée à 13 000 F pour toutes les catégories de personnel. »

Art. 4. A l'annexe du même arrêté, il est ajouté un point III rédigé comme suit :

« III. Détermination des anciennetés pécuniaires pour le calcul de la subvention forfaitaire provisionnelle conventionnée :

1. Les mois de prestations comptent pour l'ancienneté à partir de l'âge de prise de rang (indiqué après chaque dénomination de fonction au point I de la présente annexe).

2. Les mois civils prestés (chez un ou plusieurs employeurs) incomplètement ne sont pas comptés dans l'ancienneté.

3. Prise en considération, pour les membres du personnel en place, des anciennetés calculées dans les limites suivantes :

(a) prestations (temps plein ou partiel) effectuées dans la fonction occupée dans le service subventionné ainsi que les prestations antérieures effectuées dans une fonction analogue :

1^o dans un ou plusieurs services principalement agréés et/ou subventionnés par la Protection de la Jeunesse, ainsi que dans les services officiels de la Protection de la Jeunesse, dans les services des Tribunaux de la Jeunesse et des Comités de protection de la jeunesse;

2^o dans un ou plusieurs établissements agréés pour l'accueil de mineurs d'âge handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

(b) les membres du personnel ayant presté dans les secteurs (a) (1) et (a) (2) précités avant le 1^{er} janvier 1984 conservent, pour les prestations antérieures au 1^{er} janvier 1984, l'ancienneté acquise à la date de la sortie du secteur subventionné par la Protection de la Jeunesse avant le 1^{er} janvier 1984 le cas échéant, ou l'ancienneté acquise à la date du 31 décembre 1983 s'il n'y a pas d'interruption des prestations dans le secteur précité.

Cette ancienneté acquise était calculée sur les bases suivantes :

Fonction	Services admissibles pour le calcul de l'ancienneté
éducateur	toutes prestations antérieures d'éducateur, psychologue, assistant social, enseignant.
entretien	toutes prestations antérieures d'ouvrier.
infirmier	toutes prestations antérieures d'infirmier.
administrative	toutes prestations administratives antérieures.
assistant social	toutes prestations d'assistant social antérieures.
psychologue	toutes prestations antérieures de psychologue.
directeur	toutes les prestations antérieures citées ci-dessus et les prestations de directeur dans le secteur pédagogique, social, paramédical.

4. Pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que celles de direction en sont prises en considération qu'à concurrence de 75 centièmes pour déterminer l'ancienneté pécuniaire.

5. La totalité de l'ancienneté est maintenue à tout membre du personnel en cas de promotion à un autre grade (sauf fonction de direction) ou de changement de fonction, tant que ce membre effectue des prestations au service d'un même pouvoir organisateur de service.

6. En cas de prestations avec des horaires hebdomadaires différents, le calcul se pratique comme suit :

a) le cas échéant, les mois de prestations sont préalablement convertis en mois de prestations à régime horaire complet de 40 heures/semaine);

b) lorsque l'horaire hebdomadaire presté, quel qu'il soit, est constant, l'ancienneté correspond au nombre de mois prestés;

c) lorsque l'horaire presté diminue, l'ancienneté ne doit pas être adaptée;

d) a la date à laquelle l'horaire hebdomadaire presté augmente, l'ancienneté doit être diminuée en fonction du rapport entre l'ancien et le nouveau régime horaire, pour ce faire, le nombre de mois de prestations est multiplié par le nombre d'heures/semaine du nouveau régime horaire et divisé par le nombre d'heures/semaine de l'ancien régime horaire. Au résultat, les décimales sont arrondies à l'unité supérieure. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1990, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Art. 6. Le Ministre ayant la protection de la jeunesse et l'aide à la jeunesse dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 octobre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé du Budget,
E. TOMAS

Le Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions,
M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N: 94 — 421

[MAC - 29598]

20 OKTOBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 december 1989 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de Administratieve en Begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 december 1989 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken, zoals gewijzigd op 29 juni 1990;

Gelet op het advies van de Commissie vermeld in artikel 5 van het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 december 1989, gegeven op 26 juni 1992;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 maart 1992;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de begroting, gegeven op 8 oktober 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het inzonderheid noodzakelijk is de bezoldigingen van de personeelsleden van de betoelaagde diensten voor hulpverlening aan de jeugd in overeenstemming te brengen met de ontwikkeling van de bezoldigingsschalen toegepast bij het openbaar ambt, en dit met terugwerkende kracht vanaf 1 januari 1991;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 15 februari 1993 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3, § 2, eerste lid van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 december 1989 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken, wordt de volgende zin tussen de eerste zin en de tweede zin ingevoegd :

" Om, in de overeenkomst, het bedrag van de provisionele forfaitaire toelage voor personeelskosten vast te stellen, worden de regels toegepast die opgenomen zijn in punt III van de bijlage van dit besluit. "

Art. 2. In de bijlage van hetzelfde voormelde besluit, worden de bezoldigingsschalen vervangen door de volgende barema's:

— In punt I.A.1 :

Barema 557 298 — 876 189

3/1 x 10 072

1/2 x 10 072

1/2 x 13 426

2/2 x 26 852

9/2 x 23 497

— In punt I.A.2 :

Barema 510 304 — 644 575

3/1 x 10 072

1/2 x 10 072

7/2 x 13 426

— In punt I.A.3 :

Barema : 510 304 — 706 673

3/1 x 8 392

4/2 x 10 072

8/2 x 13 426

1/2 x 23 497

— In punt I.A.4 :

Barema : 490 165 — 691 565

3/1 x 10 072

1/2 x 10 072

12/2 x 13 426

— In punt I.A.5 :

Barema : 455 859 — 626 112

3/1 x 5 278

5/2 x 9 447

8/2 x 13 398

Na 9 jaar : 467 724 — 644 572

3/1 x 5 278

5/2 x 10 766

8/2 x 13 398

— In punt I.B.1 :

Barema : 585 270 — 862 191

3/1 x 11 747

12/2 x 20 140

Na 9 jaar : 662 474 — 939 395

3/1 x 11 747

12/2 x 20 140

Na 18 jaar : 731 845 — 1 008 766

3/1 x 11 747

12/2 x 20 140

— In punt I.B.2 :

Barema : 775 482 — 1 206 823

3/1 x 23 497

10/2 x 36 085

— In punt I.C.1 :

Barema : 444 353 — 609 331

3/1 x 5 278

5/2 x 8 392

8/2 x 13 398

— In punt I.C.2 :

Barema : 452 745 — 617 723

3/1 x 5 278

5/2 x 8 392

8/2 x 13 398

— In punt I.C.3 :

Barema : 484 169 — 792 272

3/1 x 10 072

2/2 x 9 710

11/2 x 23 497

— In punt I.D.1 :

Barema 775 482 — 1 206 823

3/1 x 23 497

10/2 x 36 085

— Gewaarborgde minimale jaarlijkse bezoldiging : 469 679 F.

Art. 3. In de bijlage van hetzelfde besluit, wordt punt II. 8° vervangen door de volgende bepaling :

"8° Vanaf 1 januari 1990 kan een speciale jaarlijkse toelage aan de personeelsleden worden uitbetaald. Deze toelage wordt vastgesteld op 13 000 F voor het opvoedend personeel en op 9 600 F voor het psychomedisch-sociaal personeel, het administratief personeel en het directiepersoneel.

Vanaf 1 januari 1991 wordt het bedrag van de bovenvermelde toelage op 13 000 frank vastgesteld voor alle personeelscategorieën."

Art. 4. In de bijlage van hetzelfde besluit wordt een punt III toegevoegd, luidend als volgt :

" III. Bepaling van de geldelijke anciënniteit voor de berekening van de bij overeenkomst vastgestelde provisionele forfaitaire toelage :

1. De prestatie maanden worden voor de anciënniteit in aanmerking genomen vanaf de leeftijd van ranginneming (vermeld na elke ambtsbenaming in punt I van deze bijlage).

2. De kalendermaanden die (bij één of meer werkgevers) niet volledig worden gepresteerd, worden niet in de anciënniteit meegerekend.

3. De anciënniteit die voor de in dienst zijnde personeelsleden in aanmerking wordt genomen, wordt berekend binnen de volgende perken :

a) prestaties (voltijds of deeltijds) geleverd in het ambt bekleed in de betoelaagde dienst alsook de vorige prestaties geleverd in een gelijkwaardig ambt :

1° in één of meer diensten die hoofdzakelijk erkend en/of betoelaagd worden door de Jeugdbescherming, alsook in de officiële diensten van de Jeugdbescherming, in de diensten van de Jeugdrechtbanken en van de Jeugdbeschermingscomités;

2° in één of meer instellingen erkend voor de opvang van gehandicapte minderjarigen geplaatst ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.;

b) de personeelsleden die in de voormelde sectoren a) 1° en a) 2° vóór 1 januari 1984 prestaties hebben geleverd, behouden, voor de prestaties die vóór 1 januari 1984 werden geleverd, de anciënniteit die verkregen was op de datum van ontslag uit de sector die in voorkomend geval door de Jeugdbescherming vóór 1 januari 1984 betoelaagd werd, of de anciënniteit die op 31 december 1983 verkregen was indien de prestaties in de voormelde sector niet werden onderbroken.

Die verkregen anciënniteit was op de volgende grondslagen berekend :

Ambt	Diensten die in aanmerking komen voor de berekening van de anciënniteit
opvoeder	alle vorige prestaties als opvoeder, psycholoog, maatschappelijk assistent, leraar
onderhoud	alle vorige prestaties als werkman
verpleger	alle vorige prestaties als verpleger
administratief personeel	alle vorige administratieve prestaties
maatschappelijk assistent	alle vorige prestaties als maatschappelijk assistent
psycholoog	alle vorige prestaties als psycholoog
directeur	alle bovenvermelde vorige prestaties en de prestaties als directeur in de pedagogische, sociale en paramedische sector.

4. Voor het directiepersoneel worden de vorige prestaties in andere ambten dan de directieambten alleen tot beloop van 75 honderdsten in aanmerking genomen om de geldelijke anciënniteit te bepalen.

5. De totale anciënniteit wordt behouden voor elk personeelslid bij bevordering in een andere graad (behalve directieambt) of verandering van ambt, zolang dat lid prestaties levert in dienst van eenzelfde dienstinstellende macht.

6. Voor prestaties met verschillende wekelijkse dienstroosters, geschiedt de berekening als volgt :

a) in voorkomend geval, worden de prestatie maanden vooraf omgerekend in prestatie maanden met volledige dienstregeling van 40 uren/week;

b) wanneer het gepresteerde wekelijkse dienstrooster, welk het ook is, constant blijft, stemt de anciënniteit overeen met het aantal gepresteerde maanden;

c) wanneer het gepresteerde dienstrooster vermindert, hoeft de anciënniteit niet meer te worden aangepast;

d) op de datum waarop het gepresteerde wekelijkse dienstrooster verhoogd wordt, moet de anciënniteit worden verminderd op grond van de verhouding tussen het oude en het nieuwe dienstrooster, waarbij het aantal prestatie maanden vermenigvuldigd wordt met het aantal uren/week van het nieuwe dienstrooster en gedeeld door het aantal uren/week van het oude dienstrooster. Bij de uitkomst worden de decimalen op de hogere eenheid afgerond."

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990, met uitzondering van artikel 2 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1991.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming en de hulpverlening aan de jeugd behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 oktober 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister belast met de Begroting,

E. TOMAS

De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort,

M. LEBRUN

F. 94 — 422

(C — 29599)

3 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse, modifié le 29 juin 1990;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 janvier 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les subventions allouées pour le personnel doivent être adaptées d'urgence vu l'effet rétroactif, au 1er novembre 1991, de l'adaptation des échelles de rémunération;

Considérant qu'il est nécessaire d'aligner les rémunérations des membres du personnel des services subventionnés d'Aide à la Jeunesse sur l'évolution des échelles de rémunération appliquées dans la fonction publique, en 1991 et en 1992;

Sur proposition du Ministre qui à l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

Vu l'accord du Ministre de la Communauté française chargé du Budget, donné le 8 octobre 1993;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 15 février 1993,

Arrête :

Article 1er. A l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse, les échelles barémiques de rémunération sont remplacées par les échelles suivantes :

— au point I.A.1. :

Barème :

au 1.11.1991 :	562 870 — 884 954	au 1.11.1992 :	579 756 — 911 502
	3/1 × 10 174		3/1 × 10 479
	1/2 × 10 174		1/2 × 10 479
	1/2 × 13 560		1/2 × 13 967
	2/2 × 27 120		2/2 × 27 934
	9/2 × 23 732		2/2 × 24 444
			1/2 × 24 443
			6/2 × 24 444

— au point I.A.2. :

Barème :

au 1.11.1991 :	515 408 — 651 020	au 1.11.1992 :	530 870 — 670 551
	3/1 × 10 173		3/1 × 10 478
	1/2 × 10 173		1/2 × 10 478
	7/2 × 13 560		7/2 × 13 967